

# Piégés et sans voix: les Palestiniens décrits dans le plan de Trump

Le monde n'entend pas nos récits et ne voit pas notre réalité, pourquoi serait-il solidaire avec nous ?

par [Ahmed Abu Artema](#)



***Des Palestiniens manifestant contre le plan du président Donald Trump pour le Moyen-Orient, face aux forces israéliennes dans la vallée du Jourdain, en Cisjordanie occupée [Raneen Sawafta/Reuters]***

Le « plan pour le Moyen-Orient » de Donald Trump est totalement aligné sur

l'agenda israélien et ignore le problème fondamental au cœur de la situation depuis plus de 70 ans.

Les Palestiniens ne se battent pas pour améliorer leurs conditions de détention, nous voulons le retour des réfugiés et la fin de l'occupation.

Dans la situation actuelle, nous Palestiniens sommes piégés, avec très peu de liberté de mouvement et personne pour raconter l'histoire de notre point de vue. Cela ne va pas changer avec ce « deal », surtout avec la communauté internationale qui détourne le regard de ce qu'est la réalité sur le terrain pour les personnes ordinaires.

C'est lorsque je voyage que je ressens le plus durement l'isolement auquel les Palestiniens sont soumis. Ce que j'aime le plus dans le voyage, c'est la liberté de mouvement : pouvoir monter dans une voiture, écouter de la musique et juste démarrer.

Mais, plus de 70 ans après que la Déclaration universelle des droits de l'homme a affirmé le droit à la liberté de mouvement, ce n'est pas quelque chose que la plupart des Palestiniens peuvent envisager.

Les gens du monde entier exercent ce droit tous les jours, sans même réaliser peut-être qu'ils en jouissent. Mais pour ceux qui vivent dans les territoires palestiniens – qui sont fondamentalement un camp de détention entouré de barrières, de murs et de tours de contrôle – essayer de l'exercer, c'est risquer sa vie.

À Gaza et en Cisjordanie, pour voyager, il faut obtenir un permis du gouvernement israélien, puis être mis sur une liste d'attente administrée par le ministère de l'Intérieur de Gaza. En conséquence, la vaste majorité des Gazaouis n'ont pas quitté la Bande de Gaza depuis le début du blocus israélien en 2007. On ne prend généralement la décision de voyager qu'en cas d'extrême nécessité, pour un traitement médical urgent par exemple.

Il y a quelques mois, j'ai reçu de NOVACT, l'Institut international pour l'action non violente, basé en Espagne, l'invitation à donner une tournée de conférences, en collaboration avec d'autres organisations civiles, sur la situation à Gaza. On m'a demandé de parler en Belgique, en Allemagne, en Espagne, en République tchèque, en Italie, en Finlande, aux Pays-Bas, en France et en Slovénie. Dès que j'ai reçu le visa Schengen accordé pour ces conférences, je me suis fait inscrire sur la liste d'attente pour les voyages,

à  
Gaza.

J'ai attendu deux  
mois.

Les conversations  
que j'ai eues avec mes collègues européens pendant ce temps  
résumaient parfaitement les différences entre nos expériences  
et  
nos attentes.

Ils devaient  
planifier mes activités.

« Quel jour?  
», demandaient-ils.

« Je ne peux  
pas vous le dire », je répondais. « Je n'ai pas le  
pouvoir de le décider. »

« D'accord,  
alors quelle semaine? », répondaient-ils.

« Je ne le  
sais pas non plus », leur disais-je. « On ne pourra  
planifier que quand j'aurai effectivement quitté Gaza. »

« Alors, ce  
sera en quel mois ? »

« Peut-être  
en décembre, peut-être en janvier. Dès que je pourrai voyager,  
je  
vous le ferai savoir. »

Lorsque j'ai  
finalement reçu l'autorisation de voyager, ma joie était  
tintée  
de tristesse à l'idée que mes compatriotes ne pouvaient pas  
jouir  
de ce simple droit.

Sur la route allant  
d'Allemagne en République tchèque, puis de République tchèque  
en Autriche, il n'y avait aucune frontière pour m'indiquer que  
j'entrais dans un nouveau pays. La seule information me venait  
du  
message de bienvenue de mon opérateur sur mon téléphone  
portable.

Je pouvais passer  
par des aéroports européens sans inscription, liste d'attente  
et  
long interrogatoire. Je pouvais descendre d'un avion et aller  
vers  
la sortie sans être arrêté par un officier de la sécurité.  
C'était un choc pour moi.

Des dizaines de

militants rencontrés en Europe m'ont raconté avoir visité la Palestine. L'idée qu'ils avaient parcouru nos villes, découvert notre culture, mangé notre nourriture et ressenti la chaleur de notre soleil me faisait plaisir. « Est-ce que vous avez visité Gaza ? », je leur demandais ensuite. « Non, seulement la Cisjordanie », répondaient-ils invariablement. « Israël ne nous a pas donné l'autorisation de visiter Gaza. »

Non seulement les Gazaouis sont enfermés à l'intérieur, mais les autres sont enfermés à l'extérieur. Et cet isolement nous tue et tue notre capacité à nous raconter. Quand les gens ne nous connaissent pas, qu'ils ne voient pas notre réalité, les chances qu'ils soient solidaires avec nous diminuent.

Pendant ma tournée en Europe, j'ai vu clairement ce que cela implique quand les Palestiniens de Gaza ne peuvent pas raconter leur histoire. Des personnes qui ne connaissaient rien de la longue histoire du rôle important des Juifs dans le tissu social arabe, m'ont demandé à de nombreuses reprises pourquoi les Arabes étaient si hostiles aux Juifs.

On me sondait sur le rôle du Hamas dans la Grande marche du retour – des manifestations

pacifiques de Palestiniens tous les vendredis – et s'il était responsable de l'usage excessif de la force par l'armée israélienne contre les manifestants. Je répondais que selon OCHA, 213 Palestiniens avaient été tués depuis que les manifestations avaient débuté en mars 2018 et plus de 36 000 blessés, beaucoup ayant maintenant des handicaps permanents. Au contraire, aucun Israélien n'est mort.

On me demandait pourquoi nous ne voulions pas simplement faire la paix avec les Israéliens. Mais la paix ne peut pas être initiée par les victimes quand il y a occupation, déplacement forcé et oppression, je leur répondais.

Maintenant que le plan de Trump pour le Moyen-Orient nous condamne au silence plus que jamais, nous Palestiniens, ainsi que nos histoires et notre réalité, l'Europe doit prendre une décision.

L'UE exprime depuis des années sa « profonde inquiétude » face aux assassinats ciblés et aux colonies illégales. Mais les militants propalestiniens sont de plus en plus exposés à la censure et à des restrictions à leur action dans les pays européens.

En mai dernier,  
l'Allemagne a adopté une résolution symbolique qualifiant le  
mouvement BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions)  
d'antisémite  
– alors même que ses demandes se basent sur le droit  
international  
et que les méthodes qu'il utilise sont pacifiques.

En décembre, le  
parlement français a adopté une résolution assimilant  
l'antisionisme à une forme d'antisémitisme.

L'Europe est  
aujourd'hui devant un vrai test : est-ce qu'elle va accorder  
plus de valeur aux principes de la liberté d'opinion,  
d'expression  
et de mouvement, et au droit international sur lequel ils se  
basent,  
ou est-ce qu'elle va contribuer à maintenir le silence auquel  
les  
Palestiniens sont réduits et à les laisser bâillonnés ?

Si l'Europe et la communauté internationale approuvent le plan  
de Trump pour le Moyen-Orient – un plan dans lequel les  
Palestiniens n'ont aucune voix au chapitre – la réponse sera  
claire.

Traduction :  
MUV pour l'Agence Média Palestine

Source : [Al Jazeera](#)